Les DRH peuvent licencier dans les SAS

Ch. mixte, 19 nov. 2010, n° 10-10.095

Ch. mixte, 19 nov. 2010, n° 10-30.215

Carla Di Fazio-Perrin, Alain Ménard
Avocats associés du Cabinet Racine

Références :

Ch. mixte, 19 nov. 2010, n° 10-10.095 (n°268)

Ch. mixte, 19 nov. 2010, n° 10-30.215 (n°269)

Par deux arrêts rendus le 19 novembre 2010, la chambre mixte de la Cour de cassation se prononce sur la validité de la délégation de pouvoir au sein de la société par action simplifiée (SAS) en matière de licenciement, mettant ainsi fin aux controverses jurisprudentielles de ces derniers mois.

Dans la société par actions simplifiée (SAS), le pouvoir de représentation de la société à l'égard des tiers est uniquement détenu par le président. Le directeur général et le directeur général délégué disposent également d'un pouvoir de représentation sous réserve que cette délégation soit prévue dans les statuts et déclarée au RCS, avec mention sur le Kbis (articles L.227-6 et R. 123-54 2° du Code de commerce).

La question s'est alors posée de la validité, au regard de ces dispositions, de la lettre de licenciement d'un salarié d'une SAS émanant d'une personne qui n'est ni le président de la société, ni autorisée par les statuts à recevoir délégation pour exercer le pouvoir de licencier.

La Chambre mixte a considéré que si, la société par actions simplifiée est représentée à l'égard des tiers par son président et, si ses statuts le prévoient, par un directeur général ou un directeur général délégué dont la nomination est soumise à publicité, cette règle n'exclut pas la possibilité, pour ces représentants légaux, de déléguer le pouvoir d'effectuer des actes déterminés tel que celui d'engager ou de licencier les salariés de l'entreprise (arrêt n°269)

Elle précise, en outre, qu'aucune disposition n'exige que la délégation du pouvoir de licencier soit donnée par écrit ; qu'elle peut être tacite et découler des fonctions du salarié qui conduit la procédure de licenciement.

En conséquence, est valable la lettre de licenciement signée par la personne responsable des ressources humaines de la société, chargée de la gestion du personnel et considérée de ce fait comme étant délégataire du pouvoir de licencier (arrêt n°268).

Pour visualiser l'arrêt n°268, cliquez [ici](#)

Pour visualiser l'arrêt n°269, cliquez [ici](#)